



europa.ch



” L'après-9 février:
La Suisse enfermée dans sa tour d'ivoire?

projecteur

Cinéma suisse et UE
 >> Page 3

Mais qu'il est dur d'être pro-européen en 2014!
 >> Page 4

La Suisse: soliste dans l'orchestre européen?
 >> Page 5

interview

«Pour résister, il faut du courage et le sens de l'Histoire»
 >> Pages 6–7

point de vue

«Avec Ecopop, la Suisse a tout à perdre»
 >> Pages 8–9

événement

Vent de changement sur le Nomes!
 >> Page 10

yes

L'influence du vocabulaire dans le débat européen
 >> Page 11



section

Immigration de masse: Genève refuse clairement le principe des contingents
 >> Page 12

La section argovienne est à nouveau active
 >> Page 13

abattage de mythes

«Les vraies cloches se trouvent à Bruxelles»
 >> Page 14

Chère lectrice, cher lecteur,



Je souhaite
 rais partager
 avec vous les émo-
 tions que j'ai vé-
 cues à deux mo-
 ments certes très
 distincts mais qui
 ont un lien très
 fort entre eux! Le
 8 mai dernier, j'ai

participé à la Journée de l'Europe organisée au Gymnase de Neufeld à Berne: quelle joie de suivre les discours du recteur, de l'Ambassadeur de l'UE en Suisse Richard Jones et du Secrétaire d'Etat Yves Rossier, assis à côté de dizaines de jeunes étudiants, d'acteurs et de spectateurs! Avec leurs cœurs et leurs corps, ils ont renforcé notre conviction que l'on doit se battre tous les jours pour leur avenir sur ce continent où la Suisse devrait être partie intégrante. Les jeunes, tout comme les travailleurs, doivent être responsabilisés certes, mais ils doivent aussi être des acteurs responsables et actifs pour une Suisse et une Europe libres, justes et solidaires. Leur regard a démontré toute leur force, celle de la jeunesse idéaliste et créative, merci!

J'ai retrouvé ce même esprit, cette même force lors de notre Assemblée générale et aux États Généraux Européens du 10 mai dernier: des fleurs ont été offertes à notre chère

présidente Christa Markwalder, sa jeunesse composite nous a guidés pendant huit ans, difficiles, comme toujours, pour notre mouvement. Nous avons également applaudi avec conviction les nouveaux co-présidents François Cherix et Martin Naef, personnalités complémentaires, qui vont occuper la Suisse entière avec l'aide de quatre vice-présidents, dont trois jeunes, et d'un comité élargi et renouvelé.

Le 9 février nous a fait réagir, maintenant il nous faut agir. Lors des États Généraux Européens, l'appel a été fait au rassemblement: l'avenir de la Suisse passe par ses forces vives, par sa diversité, par sa volonté de progrès, par l'Europe.

Nous travaillons donc pour les jeunes, pour leur futur, avec eux: nous y croyons profondément; nos principes n'ont pas d'âge, nos différences culturelles et politiques non plus, l'unité dans la diversité est notre force, pour la Suisse dans l'Union européenne!

Jacques Ducry,
 Vice-président du Nomes



surfer

Des données en libre-accès issues de tous domaines politiques

La Commission européenne et ses différents départements récoltent de manière continue des données venant de l'Europe entière sur tous les phénomènes possibles, qu'ils soient sociaux, politiques ou culturels. On trouve ainsi à Bruxelles un immense trésor d'informations. Ces données remontent parfois très loin dans le temps, ce qui revêt une grande valeur et qui rend les évolutions de la société concrètes. À noter que ce trésor est librement accessible grâce au projet «Open Data» – c'est-à-dire 6588 données qui se retrouvent facilement grâce à un système de mots de repère. (sp)

http://ec.europa.eu/translation/german/german_en.htm

Quand l'autrichien «Topfen» (fromage blanc) devient «Quark» en allemand standard

Pour les amateurs des finesses de la langue allemande, il existe un site internet qui fera leur bonheur – site qui a été imaginé à la base pour les traducteurs indépendants des institutions européennes. Celui-ci offre d'innombrables liens vers des livres qui traitent de style linguistique, de codes orthographiques, de dictionnaires électroniques, de données terminologiques et j'en passe. A noter que dans les documents en langue allemande de l'UE, les termes spécifiquement autrichiens, par exemple, doivent figurer parallèlement en allemand standard. Ainsi le mot autrichien «Topfen» devient-il «Quark» (fromage blanc). (sp)

http://ec.europa.eu/translation/frenc/french_fr.htm

CINÉMA SUISSE ET UE: ENTRÉES ET SORTIES À RÉPÉTITION

Par **Marc Wehrlin**, anc. directeur adjoint de l'Office fédéral de la culture (OFC)

À plusieurs points de vue, cela constitue un déjà-vu. La participation de la Suisse au programme de promotion de l'UE Creative Europe est bloquée. Creative Europe est le successeur du programme d'encouragement MEDIA, auquel la Suisse participait depuis 2006 et comprend l'ensemble de la politique de promotion culturelle de l'UE.

La participation à la promotion du cinéma ne comprend pas seulement l'accès aux fonds européens (que la Suisse cofinance en conséquence par sa participation), mais surtout l'association aux réseaux de coproduction et de distribution européens. Le but du programme est d'encourager le développement de relations commerciales en Europe qui contrebalancent la domination du cinéma américain.

Pourquoi un déjà-vu à répétition?

D'une part, il est arrivé plusieurs fois que les relations orageuses entre la Suisse et l'UE conduisent à la sortie ou au blocage des programmes MEDIA. La Suisse était initialement le premier pays tiers à devenir membre à part entière des programmes MEDIA. Quelques mois plus tard est arrivé le 6 décembre 1992 et le rejet de l'adhésion à l'EEE. La Suisse a immédiatement perdu son statut. Il a fallu attendre jusqu'en 2006 pour qu'elle redevienne membre de MEDIA, devenu alors MEDIA Plus. Là aussi, la mauvaise atmosphère a provoqué des retards pratiquement sans fin. L'accord était finalisé depuis longtemps, mais n'a été signé que lorsque les dossiers brûlants des Bilatérales II (en particulier la fiscalité de l'épargne) ont refroidi. Le long retard a eu pour conséquence que l'accord dura à peine une année: MEDIA arriva à échéance à fin 2006 et il fallut renégocier immédiatement pour la période 2007-2013.

À présent, la votation du 9 février 2014 empêche la négociation et la politique de la culture cinématographique suisse doit à nouveau se passer de réseau européen.

Le deuxième motif de déjà-vu

Participer aux programmes de promotion ne signifie pas uniquement payer équitablement. L'UE exige des pays tiers de reprendre en même temps la réglementation audiovisuelle. Cela signifiait à l'origine le libre accès au marché pour les émissions télévisées de l'UE et des quotas pour les films européens à la télévision. C'était facile à satisfaire pour MEDIA Plus, car la Suisse faisait partie parallèlement d'une convention du Conseil de l'Europe («Télévision sans frontière») qui était compatible pour l'essentiel et dont la Suisse faisait partie. Le coup de tonnerre est

arrivé avec MEDIA 2007: l'UE a insisté pour que la Suisse applique les règles européennes, qui impliquent une différence importante par rapport aux fenêtres publicitaires. La Suisse exigeait auparavant que les règles suisses s'appliquent, c'est-à-dire en particulier l'interdiction de la publicité pour l'alcool, ce qui ne serait plus possible à l'avenir. C'était d'autant plus difficile que la révision de la loi radio-TV au parlement avait justement donné lieu à un combat acharné sur la publicité pour l'alcool à la télévision. La solution adoptée autorisait la publicité pour les télévisions locales mais pas pour la SSR, ce qui était difficilement défendable face à l'UE. La protection de la jeunesse n'était visiblement pas le critère choisi pour cette norme légale.

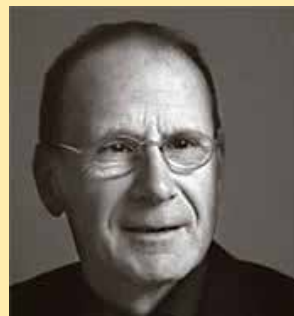
Lors de négociations additionnelles, la Suisse a finalement obtenu le droit d'appliquer des règles publicitaires plus sévères, celles-ci devant être «proportionnées, non discriminatoires et dans l'intérêt public». L'interdiction de la publicité reste possible pour la religion, la politique ou les alcopops, tandis que la publicité est libre pour le vin et la bière. Ainsi, la Suisse a rejoint MEDIA 2007.

Pour la participation à Creative Europe s'ouvre maintenant un large champ de discussion. Entre-temps, les règles européennes ne s'appliquent plus seulement à la radiodiffusion, mais aussi aux webcasts sur Internet ou à la vidéo à la demande. Notre législation n'est pas en contradiction sur ce sujet, elle est tout simplement inexistante.

Les réalisateurs de films doivent s'inquiéter de savoir si le Conseil fédéral et le parlement légiféreront éventuellement pour qu'ils puissent de nouveau être de la partie dans l'Europe créative.

Encore une fois: tout dépend de la situation météo générale. ■

Marc Wehrlin



Marc Wehrlin est né en 1948. Après six ans en tant que journaliste pour la presse et la radio et vingt ans comme avocat à Berne, il est aujourd'hui président de la Cinémathèque suisse à Lausanne et membre du Comité du Musée national suisse.



QU'IL EST DUR D'ÊTRE PRO-EUROPÉEN EN 2014!

Par **Gilbert Casasus**, professeur en Etudes européennes à l'Université de Fribourg

Le 9 février 2014, les Suisses ont voté comme l'auraient fait tous les autres Européens. Partout, en Suisse comme dans tous les pays membres de l'Union européenne, il est très facile d'être anti-européen. Les Suisses le sont tout autant que les autres Européens car l'Europe ne fait plus rêver. Elle est le parfait bouc émissaire de tous les maux nationaux, la coupable toute désignée pour s'en prendre aux crises de tout genre. C'est la faute de l'Europe, c'est la faute de l'euro, c'est la faute de Bruxelles, c'est la faute des élites, des bien-pensants, des politiques corrects, etc.

Le pire, c'est que c'est juste. L'Europe est coupable et responsable. Coupable d'avoir pris des décisions qu'elle n'aurait pas dû prendre. Responsable d'avoir fait des mauvais choix. Sauf que ces coupables sont tous des politiques, qui indirectement ou non, représentent leur pays dans les instances européennes. Sauf qu'ils sont responsables d'avoir voulu privilégier les intérêts nationaux aux dépens des intérêts européens.

La Suisse ne fait pas là exception à la règle. Elle est tout aussi responsable et coupable que ne le sont les 28 pays membres de l'Union européenne. Elle est responsable d'avoir soumis au vote une initiative sans en mesurer ses conséquences. Elle est coupable de l'avoir acceptée sans savoir comment la mettre en œuvre.

Mais la Suisse est aussi victime. Victime de sa myopie politique, de son éternel devoir, de son sempiternel vouloir de se recroqueviller sur elle-même. Elle croit encore que sa grandeur réside dans ce qui la caractérise le mieux: son étroitesse d'esprit. Mais de qui l'histoire européenne a-t-elle chéri le nom?

Gilbert Casasus

Gilbert Casasus est professeur en études européennes auprès de la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg. Spécialiste des processus historiques et politiques de la construction et de l'intégration européenne, il est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon et docteur ès du Geschwister-Scholl-Institut für Politikwissenschaft de l'Université de Munich. Politologue binational et bilingue, il a notamment enseigné auprès du cycle franco-allemand de Sciences Po Paris à Nancy et se qualifie lui-même de «spectateur engagé pour l'idée européenne en Suisse».



«Le 9 février, les Suisses ont voté comme l'auraient fait tous les autres Européens»

Du xénophobe James ou de l'aventurière et femme de lettres Annemarie qui, beaucoup plus que ne l'a fait son cousin, a fait honneur au nom de Schwarzenbach? Idem pour le commandant de la Police Paul Grüninger, dont un film vient récemment de retracer son courage durant la Seconde Guerre mondiale. Ne mériterait-il pas que toutes les communes de

notre pays lui dédie une rue, un boulevard, une avenue, un monument? En lieu et place de ce très vénéré Général Henri Guisan, pourtant connu pour ses velléités et ses penchants mussoliniens?

On l'aura compris: c'est de la Suisse d'Annemarie Schwarzenbach et de Paul Grüninger que se

réclame l'auteur de ces quelques lignes. Lui, qui a voté Non à l'initiative de l'UDC le 9 février dernier. Il n'y a pas là un quelconque concours de circonstance. Il n'y a pas là la moindre coïncidence fortuite indépendante de notre volonté. Il y a là, en revanche, une continuité dans l'histoire. Celle-ci n'est certes pas que dichotomique. Mais elle l'est assez pour qu'elle révèle au grand jour des choix que chacun d'entre nous est obligé de faire au cours de son existence.

Rien ne sert de se voiler les yeux : le vote du 9 février 2014 était un vote contre les étrangers, contre l'immigration. Tout scrutin semblable aurait eu une issue analogue dans les autres pays de l'Union européenne. De fait, la Suisse s'est terriblement banalisée en ce jour. Pire, encore: elle s'est terriblement européanisée. Elle qui se veut être autre, est aujourd'hui devenue parfaitement compatible avec celles et ceux qu'elle a pour habitude de dénigrer. À Fréjus, au bord de la Méditerranée, sur la Côte d'Azur, les électeurs ont élu un maire Front national parce qu'ils ne veulent pas d'étrangers sur leur plage. À Rotterdam, la droite extrême est arrivée première parce que les habitants ne veulent pas d'étrangers dans leur port. À Budapest, Viktor Orban, le plus réactionnaire des dirigeants européens, a gagné les élections du 6 avril parce qu'il n'a jamais accepté l'autre. Sans parler du Jobbik qui, parti ouvertement anti-Roms et antisémite, a encore progressé en Hongrie.

Mais qu'il est dur d'être pro-européen en 2014 ! Mais qu'il est dur de lutter contre le racisme et la xénophobie ! Mais qu'il est dur de se battre pour la liberté des personnes et non seulement pour celle des capitaux. Mais qu'il est beau de penser en cette heure à Éluard et de se remémorer le temps de quelques phrases ses quelques mots : «Liberté, j'écris ton nom». C'est ça l'Europe. C'est ça que 50,30% des électeurs suisses n'ont ni compris, ni saisi le 9 février dernier. ■



LA SUISSE: SOLISTE DANS L'ORCHESTRE EUROPÉEN?

Mario Batkovic, musicien bernois aux origines croates, a trouvé sa propre parabole pour la vie en Europe. Tirailé entre plusieurs cultures, toujours à la recherche d'éléments fédérateurs, qui mobilisent l'ensemble, il se sent parfois comme dans une fosse d'orchestre. L'auteur s'interroge sur la place de la musique dans la société et de la partition suisse dans l'orchestre européen.



À travers la musique, ce sont des générations de personnes qui apprennent ce qui est difficile à retranscrire avec des mots. Et pourtant, partout où l'on va, la musique est comprise. Toutefois, si l'on s'essaie à des formulations stylistiques ou historiques, on court le danger d'être mal interprété. Sans paroles, la musique parle une langue bien plus compréhensible que tout le reste.

Quelle musique joue donc la Suisse? Et l'Europe?

Le continent européen pourrait représenter un orchestre. Pour que celui-ci fonctionne, il est nécessaire d'avoir des structures et des règles claires. En outre, pour que la qualité de la musique soit bonne, il faut de bons musiciens. Cependant, il est de notoriété publique que les bons musiciens peuvent être très excentriques! En règle générale, un orchestre a besoin d'un chef le conduisant à faire corps. Le danger? L'exécution d'une œuvre, des charges bureaucratiques, ou encore une traduction en sons, sans tenir compte du sens et de l'absurde. Un autre danger serait d'avoir un ensemble chaotique qui tend vers le bruit. Si l'on veut que le son soit de qualité et que l'œuvre naisse, nous devons surveiller les musiciens et leurs humeurs de près.

Quel est le rôle de la Suisse au sein de cet orchestre?

Est-elle soliste? Dans ce cas, elle doit impérativement présenter les qualités et les particularités d'une voix seule. Ou alors est-elle le premier ou le second violon de l'orchestre?

Qu'à cela ne tienne, l'important, c'est que chaque musicien poursuive un objectif élevé, ici l'œuvre musicale. En ce qui concerne l'Europe, cet objectif élevé est la maison de chaque européen. Mais concentrons-nous sur l'orchestre: dans un bon ensemble, les musiciens jouent le rôle qui leur a été attribué selon leurs capacités et leurs particularités. Jouer ensemble ne consiste pas en une production unique de son, mais plutôt en une forme d'écoute et de compréhension des autres musiciens et leurs instruments! Quelle structure complexe que cet orchestre!

L'Europe des 28 ou autant de formes musicales possibles

Enfin, l'œuvre est interprétée, une convivialité musicale dans le même lieu, la même maison! L'Europe: une salle de concert! Et quelle beauté possède-t-elle! Magnifique donc, mais difficile à décrire avec des mots. Pour certains, il faut que cela sonne de manière harmonique, pour d'autres, il faut que cela suive une certaine ligne musicale. Et les sons dissonants peuvent être très intéressants, passionnants et novateurs. Mais ils peuvent également susciter l'envie d'assister à une dissolution des accords. Ce sera finalement le goût qui tranchera.

Orchestres, groupes, duos, trios... L'Europe est habitée par toutes sortes de formes musicales possibles voire de plusieurs styles. Je suis convaincu que toutes ces combinaisons de ces diverses formations créent de la musique magnifique. Quelle est la musique que jouent ensemble l'Europe et la Suisse? Il me manque les mots pour le décrire. Ecoutez plutôt! ■

Mario Batkovic

Croate d'origine, Mario Batkovic, 34 ans, est arrivé à Berne à l'âge de dix ans. Ayant découvert très tôt l'accordéon, c'est tout naturellement que ses parents l'inscrivent au Conservatoire de Berne où il devient rapidement l'un des meilleurs élèves. En 1998, il rejoint la Haute école de Musique et de Théâtre de Hannover, puis, en 2007, l'Académie de Musique de Bâle. Aujourd'hui de retour à Berne, il enseigne à l'école de Kirchberg tout en étant compositeur et accordéoniste soliste durant son temps libre.



«POUR RÉSISTER, IL FAUT DU COURAGE ET LE SENS DE L'HISTOIRE»

Guillaume Klossa est l'auteur du livre «Une jeunesse européenne». Dans un entretien avec le Nomes, il fait part de son analyse concernant l'évolution de l'UE, la montée du nationalisme et la position de la Suisse.

europa.ch: *Comment résumeriez-vous la dernière décennie européenne ?*

Guillaume Klossa: Dix années de crises et paradoxalement de consolidation. Les crises d'abord sont multiples et nombreuses: crise institutionnelle après le référendum sur le projet de Constitution pour l'Europe de 2005 auquel Français et Néerlandais ont voté non, crise économique, financière et sociale, crise du système monétaire, crise de leadership politique, crise de sens collectif et au final crise morale. Dès 2000 et le Conseil européen de Lisbonne, l'on savait que la décennie 2010-2020 serait une période de croissance très faible pour des raisons principalement structurelles: vieillissement accéléré de la population avec le PapyBoom, épuisement d'un modèle d'innovation fondé trop largement sur le rattrapage par rapport aux innovations américaines et intensification concurrentielle liée à l'émergence de nouvelles puissances.

aurions sans doute une décennie de plus pour nous adapter à un monde radicalement différent de celui que nous avons connu de la Renaissance: la grande rupture de la décennie, c'est la fin du leadership incontesté de l'Occident sur le monde. Le paradoxe, c'est que cette période est aussi une période de consolidation pour l'Europe: l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale est en fait une immense réussite. Imaginez un instant que nous n'ayons pas intégré ces pays, nous n'aurions pas une Ukraine à nos portes mais une dizaine. L'euro s'est affirmé comme deuxième monnaie mondiale, ce sont les Européens en 2007 et 2008

l'Europe le bouc émissaire de leurs échecs – et plus largement de leurs élites. C'est sur cette défiance que prospère les populismes.

Quelle influence ces populismes peuvent-ils prendre au sein des institutions de l'UE?

Ma crainte, c'est que les partis modérés, comme dans les années 1930, s'inhibent afin de ne pas déplaire à une partie de l'opinion tentée par le populisme ou pire que ces partis reprennent des positions populistes pour capter les électeurs d'extrême droite alors même que ces électeurs sont très volatiles. Face à la tentation populiste, il faut résister. Comment? Avec du courage, de la pédagogie

«Trop longtemps, les Européens ont laissé l'impression aux Suisses qu'ils pouvaient être passagers clandestins de l'UE»

et le sens de l'Histoire. Il faut aussi préparer l'avenir. À l'école, il faut permettre à chaque gamin, tôt, de voyager

qui ont mobilisé le monde pour empêcher qu'une crise de l'ampleur de celle des années 1930 ne se reproduise, l'Union économique contrepartie indispensable à l'Union monétaire est en marche: création du mécanisme de stabilité financière qui est une sorte de FMI européen, amorce de l'Union bancaire et d'un système quasi fédéral de supervision des banques. Mais ces réalisations sont invisibles pour les concitoyens en raison de la crise mais aussi d'une défiance dans beaucoup de pays, notamment du sud de l'Europe, à l'égard de leurs dirigeants – qui ont souvent fait de

dans un pays qui ne soit pas le sien, européen ou non, pour lui apprendre l'apport de la diversité, de l'étranger, de lui enseigner les bases de l'histoire de notre continent, afin que, quand il sera grand, il n'ait pas peur de l'autre et qu'il ait un désir de construire et non de repli. Parce que la puissance de l'Europe, c'est d'avoir vu dans l'étranger celui qui pouvait lui apprendre. Les jeunes doivent aujourd'hui redévelopper un sens de l'histoire positive, développer leur curiosité et leur esprit d'innovation, apprendre le goût de l'intérêt général. En un mot, renouer avec le meilleur de l'esprit européen. C'est à nous parents, responsables, intellectuels et plus largement citoyens... de créer les conditions pour que les jeunes générations se projettent positivement dans l'avenir. C'est sur le long terme le meilleur moyen d'éviter un retour en arrière qui nous ramènerait aux phases sombres de l'histoire de notre continent.

L'Europe serait-elle donc sur le déclin?

Sans la crise des subprimes qui nous vient des Etats-Unis et qui a accéléré le phénomène de multipolarisation du monde, cette perception de déclin européen serait bien moindre. Sans cela, nous

«Une jeunesse européenne»

«Née avec la crise de 1973, notre génération est porteuse d'une destinée universelle : c'est son histoire que je raconte. Nous n'avions pas vingt ans quand le mur de Berlin s'est effondré. Presque trente le 11 septembre 2001. Première génération Internet, nous arrivons aujourd'hui aux responsabilités et devons relever une Europe qui doute d'elle-même. Notre défi: dessiner un avenir collectif pour ce continent.»





Quel regard portez-vous sur la Suisse en tant qu'Européen?

Les Suisses sont des Européens qui parfois s'ignorent, peut-être parce que la Suisse est à elle seule une petite Europe. L'Union a beaucoup à apprendre de votre fédération: en matière de diversité linguistique, de démocratie, d'initiative citoyenne, de culture d'innovation. Ma conviction personnelle, c'est que l'avenir de la Suisse est, à long terme, dans l'Union.

Comment le citoyen suisse peut-il se positionner dans l'Europe?

Le Suisse est européen, mais le Suisse a une difficulté. Comme la Suisse est une petite Europe, elle a du mal à s'articuler comme doublement européenne. Et les Européens n'ont pas été suffisamment exigeants avec les Suisses. Trop longtemps, ils ont laissé l'impression aux Suisses qu'ils pouvaient être passagers clandestins de l'UE et profiter des avantages européens sans en faire partie. Or le contrat européen, c'est un contrat qui n'est pas seulement économique. C'est l'idée qu'ensemble, on va être plus forts et que l'on porte un intérêt général européen qui ne se résume pas à la somme des intérêts nationaux mais les transcende. Mais ce n'est pas une affaire de force physique mais de force spirituelle et culturelle qui vise à remettre le progrès et la volonté au cœur de l'histoire.

Dans votre livre, vous parlez de «la nécessité pour l'UE de se penser comme une puissance dans le monde et non comme une Suisse hors du monde», que voulez-vous dire par là?

C'est bien sûr une image simplificatrice qui vise à provoquer un débat et qu'avant moi, Olivier Ferrand, ancien

conseiller du président de la Commission européenne et du Premier ministre Lionel Jospin avait utilisée. La Suisse a une politique étrangère, elle a également une volonté d'action, mais dans l'imaginaire, elle a longtemps été perçue comme un pays qui prend acte de la mondialisation sans viser à changer la réalité économique et politique, mais seulement à en tirer parti. Une tentation européenne forte a longtemps été de se dire que l'on pouvait profiter de la mondialisation économiquement sans avoir besoin de créer une puissance européenne. Ce qui était vrai quand l'Occident imposait ses règles au monde ne l'est plus dans un monde multipolaire où le rapport de force entre puissances est déterminant. L'Europe doit s'engager dans le monde, avoir le courage de porter une vraie politique étrangère qui vise à contribuer à stabiliser le monde après les crises, promouvoir sa culture, ses valeurs et ne doit pas avoir peur de ça. Ce n'est pas de l'impérialisme, il est important que nous fassions la promotion de notre modèle car il repose sur la coopération et la capacité à trouver des solutions opérationnelles à des problèmes complexes dans un monde qui n'en manque pas. Car oui, l'Europe est le laboratoire concret d'une gouvernance mondiale. Il faut que l'on arrive ensemble à résoudre des problèmes politiques majeurs concernant la régulation de la finance, les migrations, le développement durable ou encore l'innovation. Pour cela, il faut une masse critique continentale ainsi qu'une ouverture mondiale, c'est la condition pour exercer une souveraineté sur des sujets qui dépassent très largement le cadre national. Nous sommes face à un choix cicéronien pour reprendre une expression de Pierre Manent: ou l'Europe et les Européens font le choix de construire une puissance démocratique continentale ou ils font le choix volontaire du repli national, et dans ce cas acceptent d'abandonner leur capacité à être écoutés dans le monde de demain et leur souveraineté collective sur des enjeux majeurs dépassant la nation. Et derrière cette capacité à être écoutés dans le monde de demain se cache le rayonnement des valeurs fondamentales – comme la dignité de la personne hu-

maine, l'interdiction de la peine de mort, le respect de la vie privée, l'importance attachée au développement durable.

Comment voyez-vous l'avenir de l'UE? Peut-elle réorienter le «cours de l'Histoire»?

Il y a à moyen long terme deux scénarios: soit l'Union européenne se décompose, soit elle devient une vraie puissance démocratique incarnée par des leaders légitimes, une Europe qui invente un nouveau modèle politique, économique et social, fondé sur de nouveaux droits et de nouvelles libertés. Droit à la mobilité des jeunes, droit à la formation professionnelle... Une puissance qui serait redevenue un centre majeur et inspirant d'innovation, leader dans les technologies de demain. Qui aurait un souci, celui d'intégrer les individus tout au long de leur vie pas seulement professionnelle dans la société. Est-ce réaliste? Pour développer une vision réaliste, il faut d'abord développer une vision idéaliste, parce que la vision idéaliste est le moteur des transformations. Je ne prône pas la révolution et je ne crois pas qu'on abandonnera le système capitaliste mais on le réorientera certainement. Je prône une révolution sur nous-mêmes. Notre enjeu, c'est de nous penser comme des individus en interaction avec d'autres individus dont la responsabilité collective est de faire qu'on arrive tous à bien vivre ensemble.

(interview: ci)

Guillaume Klossa

Ecrivain, initiateur de la démocratisation d'Erasmus avec le programme Erasmus pour tous, conseiller du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe au Conseil européen, Guillaume Klossa est aussi le fondateur du think tank européen EuropaNova, du programme de Jeunes leaders européens «40under40.eu», de la conférence Europa et du New Pact for Europe. Il est aujourd'hui l'un des directeurs de l'Union européenne de radiotélévision basée à Genève qui vient de produire le premier débat télévisé transnational de l'histoire qui rassemblait le 15 mai dans l'hémicycle du Parlement européen les cinq candidats à la présidence de la Commission européenne.



«AVEC ECOPOP, LA SUISSE A TOUT À PERDRE»

D'ici la fin de l'année, les citoyens suisses se prononceront sur l'initiative Ecopop qui vise à ramener le solde migratoire annuel en Suisse à 0,2% de la population permanente, soit 16'000 personnes par an en Suisse. Flop écologique, expérience inutile ou encore mal nécessaire? Quatre personnalités suisses dévoilent leur opinion.

Le flop d'Ecopop

Andrea Caroni
(Conseiller national PLR, AR)



Le conseiller aux Etats Raphaël Comte (PLR/NE) l'a relevé très justement: le 9 février, nous nous sommes tiré dans le pied, mais avec un «oui» à Ecopop, ce serait une balle dans la tête.

Cela représentera déjà un exploit que de sauver la voie bilatérale malgré le oui à l'initiative «contre l'immigration de masse». Mais Ecopop, avec un seuil de l'immigration fixé à 0,2%, condamnerait définitivement cette voie. De la même manière, notre économie n'aurait plus aucune chance d'obtenir la main-d'œuvre nécessaire. Les initiateurs justifient cette attaque frontale à l'ouverture de la

Suisse par des soucis de protection globale de l'environnement. La planète Terre se fiche cependant qu'un médecin allemand ou un informaticien français travaille en Suisse ou à quelques kilomètres de la frontière.

Quant à l'exigence de soutenir la planification familiale à l'étranger, l'approche n'est pas tout à fait fautive. Cependant, il y a de nombreuses mesures plus ciblées que l'on pourrait prendre que cet «impérialisme du préservatif». Les pays en voie de développement ont besoin de prospérité, ce qui ferait reculer la croissance de la population. Pour cela, ils n'ont pas besoin d'Ecopop, mais d'une meilleure formation, de plus de libre-échange et de moins de corruption.

Pour résumer, «Ecopop» est un «écoplop». La planète n'y gagne rien, la Suisse a tout à perdre. L'initiative doit donc être refusée.



8

Une expérience inutile qui aura des conséquences fatales

Martin Candinas
(Conseiller national PDC, GR)



La décision du Conseil des États est partagée par le Conseil national: le rejet de l'initiative Ecopop est chaudement recommandé. En voici les raisons:

1. L'initiative Ecopop et sa volonté de limiter l'immigration à 0,2 % dans les trois ans arrive au plus mauvais moment, alors que l'initiative «contre l'immigration de masse» vient d'être adoptée. La mise en œuvre de cette dernière est déjà extrêmement difficile en raison du non-respect de l'accord sur la libre circulation des personnes et, en fonction de l'issue des négociations avec l'UE, pourrait même conduire à la fin de la voie bilatérale.

2. Le soutien prôné par l'initiative à «la planification familiale volontaire» dans les pays en voie de développement avec une mise à disposition de 10% des fonds de la coopération internationale pour le développement représente un non-sens politique. Ceux qui croient sérieusement que la distribution de préservatifs et la dispense de cours d'éducation sexuelle met-

tront un frein à la croissance de la population, se trompent du tout au tout. Tant que les enfants seront la meilleure assurance pour la survie dans les pays en voie de développement, la croissance de la population se poursuivra sans entrave. Ce qu'il faut, c'est d'une part un développement économique et d'autre part une éducation accessible à tous. C'est exactement ce que la coopération au développement de la Suisse tente de mettre en place. Enfin, notons au passage que la grande majorité des immigrants en Suisse ne vient pas des pays en voie de développement.

3. La restriction de la croissance de la population à 0,2 % requise par l'initiative est extrêmement risquée pour le développement économique suisse. En effet, cela ne conduirait pas seulement aux quotas qu'imposent l'initiative «contre l'immigration de masse» dans certaines industries, mais également à un gel quasi global de l'embauche des étrangers. Cela forcerait donc les entreprises suisses à créer des emplois à l'étranger.

Conclusion: Une adoption de l'initiative serait une expérience qui aurait des conséquences fatales. Cela doit être absolument évité. Je recommande fortement un rejet de l'initiative.

Ecopop n'est ni écologique ni socialement supportable

Aline Trede

(Conseillère nationale Les Verts, BE)



La votation sur l'initiative Ecopop approche à grands pas. Cette initiative vise à limiter l'immigration encore bien plus radicalement que celle contre l'immigration de masse. L'initiative Ecopop prévoit un seuil d'immigration fixé à 0,2% – ce qui, dans la situation actuelle, représenterait 16 000 personnes par an – le tout emballé par les initiants dans un prétexte écologique. L'immigration devrait ainsi être limitée pour l'environnement et la nature, afin que ceux-ci ne soient pas détruits. Toutefois, cette initiative xénophobe est tout sauf écologique. Elle est même carrément nuisible pour l'environnement.

Le lieu de résidence des gens ne fait pas de différence pour la planète. La science de l'environnement n'a d'ailleurs que faire de l'endroit où les gens vivent. Les problèmes d'environnement et de conservation de la nature doivent être résolus à l'échelle mondiale, chaque pays devant y contribuer. Ce qui est crucial pour la Suisse, c'est une politique cohérente d'aménagement du terri-

toire, une politique limitée de maisons unifamiliales, moins d'espace par personne et des constructions densifiées. C'est la seule façon de préserver des aires de loisirs, le paysage et l'agriculture et de stopper le mitage. Ce dernier et le goût pour le luxe causent d'ailleurs les principaux problèmes pour la nature et la protection de l'environnement, et non le nombre de personnes qui vivent dans notre pays. Les initiateurs s'arrogent la compétence d'évaluer le nombre de personnes que la Suisse – respectivement le monde – peut accueillir. Jusqu'à présent, personne n'a encore réussi à faire de prévisions exactes.

Selon ma vision moderne, les frontières dans le monde globalisé d'aujourd'hui sont un système obsolète. Pourquoi ne laisserions-nous pas tomber les frontières non seulement pour les marchandises et l'argent, mais aussi pour les personnes ? Pourquoi, en somme, ne pas participer activement aux décisions au sein de l'UE ? Une acceptation de l'initiative Ecopop nuirait à la bonne coopération avec les pays voisins, ainsi qu'avec l'UE et je suis convaincue qu'elle n'est pas propice à la paix sociale en Suisse. L'initiative Ecopop doit être clairement rejetée car elle est xénophobe, anti-sociale et non écologique.

La Suisse peut-elle accepter 9 à 12 millions d'habitants?

Urs P. Gasche

(Journaliste pour le magazine web Infosperber)



Faits: Suite à l'adoption de l'initiative Ecopop, la population pourrait encore croître d'environ 30 000 personnes par année: 17 000 à travers le solde migratoire et 15 000 par l'excédent de naissances – comme c'est le cas actuellement.

Question fondamentale : voulons-nous une population résidente de plus de dix millions? La qualité de nos vies se verrait-elle améliorée? La hausse de 7 à 8 millions d'habitants a-t-elle rendu notre qualité de vie meilleure?

Résolution des problèmes : La croissance mondiale de la population et l'arrivée de réfugiés issus de la pauvreté ne peuvent être freinés par cette initiative. Mais une Suisse «ouverte» de 10 millions d'habitants ne résout pas non plus ces problèmes.

Pour une *baisse de la consommation des ressources*, nous avons besoin d'une réforme fiscale écologique et des incitations à réduire la consommation. C'est-à-dire un recul de la croissance économique à travers un éloignement des modèles actuels. Les initiants et partisans de l'initiative Ecopop ont toujours soutenu ces idées, malheureusement en vain jusqu'ici.

L'initiative stimule-t-elle les gens à *tendance xénophobe*? L'inverse est aussi vrai: la croissance excessive et rapide de la population – issue de la prétendue contrainte économique et internationale – crée un terrain fertile dangereux pour un renforcement de la propagande de la droite populiste.

Conséquences pour *l'économie, l'emploi, l'AVS* ? Si ces problèmes ne peuvent être résolus qu'à travers une augmentation de la population, à partir de combien de millions de personnes n'y a-t-il plus besoin de cette augmentation? Pourquoi devrait-on attendre de ne plus avoir besoin d'accroissement de la population? Pourquoi ne pas prendre des mesures dès maintenant?

Croissance : Le secteur de la construction demande plus d'autoroutes et de logements. Le commerce de détail aimerait vendre davantage. Les aéroports souhaiteraient augmenter le nombre de vols. Les sociétés d'énergie souhaitent vendre plus d'énergie. L'initiative empêche l'économie de pouvoir continuer à augmenter ses ventes à bon compte en tablant sur une augmentation rapide de la population.

Autodétermination ou UE : Faire cavalier seul n'a de sens que sans «reprise autonome» du droit européen. Certains accords avec l'UE devraient être renégociés ou résiliés. Des pertes matérielles doivent être vues comme le prix à payer pour pouvoir faire cavalier seul. Nous allons aux urnes pour voter sur de nouvelles constructions ou sur une caisse maladie unique. Grâce à Ecopop, nous pouvons également avoir notre mot à dire sur la question beaucoup plus décisive de savoir si, à l'avenir, neuf, dix ou onze millions de personnes peuvent vivre en Suisse.

Enfin, si l'UE ne peut accepter un «oui» à l'initiative Ecopop pour des raisons de «contraintes» matérielles et de respect des traités de l'UE, alors adhérons à l'Union européenne, afin de pouvoir au moins participer de plein droit aux décisions dans tous les domaines. ■



VENT DE CHANGEMENT SUR LE NOMES!

Par **Felix Brun**, collaborateur au sein du Secrétariat du Nomes

Lorsque l'ancien conseiller fédéral Moritz Leuenberger entre dans l'ancienne «Weichenbauhalle» fraîchement rénovée de l'entreprise industrielle von Roll en ce 10 mai 2014, il entend un tonnerre d'applaudissement provenant de l'Auditoire. C'est que la conseillère nationale Christa Markwalder vient de prendre congé de son poste de présidente du Nomes, lui valant ainsi une standing ovation de la part des membres. En raison de sa future position de présidente du Conseil national, elle confie la présidence du Nomes aux deux coprésidents Martin Naef de Zurich et François Cherix de Lausanne. Pendant huit ans, Christa Markwalder a honoré sa mission de présidente avec un grand engagement malgré les hauts et les bas de la politique européenne suisse, donnant ainsi un nouveau visage au mouvement. Ses successeurs Martin Naef et François Cherix se connaissent bien et se complètent parfaitement : les participants à l'Assemblée générale ont



(De g. à d.: François Cherix et Martin Naef. Photo: Raphael Reber)

mouvement une nouvelle dynamique, plus jeune. Le Comité a été élargi à vingt membres issus de tous les milieux de la société et de toutes les régions linguistiques. En outre, un quatuor de vice-présidents a été élu : Aline Trede, conseillère nationale, Sabrina Hofer, issue du milieu de la culture, Sebastian von Graffenried, président de l'organisation de jeunesse YES, et Jacques Ducry, vice-président de longue date du Nomes. Ceux-ci auront pour mission de soutenir la coprésidence et de donner une nouvelle impulsion au Nomes.

Plus tard, Moritz Leuenberger, invité en tant que conférencier, a évoqué le fait que la Suisse ne peut pas résoudre seule les problèmes globaux que posent la migration, la pauvreté et les changements climatiques. Il a ainsi critiqué la recherche éternelle du «Sonderfall» suisse et il s'est étonné du fait que la Suisse se définisse de manière si pointue par son refus de l'UE, bien qu'elle en soit si dépendante. Enfin, il a lancé un appel au changement dans la politique européenne suisse. Le message de son exposé résonnera encore dans la tête des participants à l'heure de l'apéro.

Après la collation, les participants aux Etats Généraux Européens se réu-

nissent pour discuter de politique européenne. Séparés en trois groupes de travail – «perspectives historiques», «opinion publique» et «options politiques et juridiques» – ils débattent de politique européenne suisse en général et du rôle du Nomes en particulier.

Chacun cherche la bonne formulation, certains tapent du poing sur la table. Une chose est sûre: on s'engage pour une Suisse dans l'Europe, pour une Europe en Suisse. Les participants à la discussion souhaitent plus d'émotion et moins de luttes juridiques. Avec de l'action, de l'énergie et de la créativité, demandent-ils, le Nomes doit prendre clairement position et devenir ainsi un exemple pour les forces constructives et pro-européennes. Un vent frais souffle sur la salle et sur le Nomes. Après de longues concertations en plénum, les participants aux Etats Généraux, fatigués mais heureux, adoptent une résolution. «Les Suissesses et les Suisses sont tous des Européens!» en est l'un des principaux rappels. Le texte encourage également le Nomes à «se mobiliser sans plus attendre pour combattre l'isolement de leur pays et en sortir». ■



reconnu leurs mérites dans le domaine de politique européenne suisse et les ont élus de manière unanime à la présidence du Nomes.

Parallèlement, les membres du Nomes ont également voté en faveur d'un renouveau du Comité. Ils ont perçu l'importance de la période actuelle et donné au

L'INFLUENCE DU VOCABULAIRE DANS LE DÉBAT EUROPÉEN

Par **Elisabeth Haers**, secrétaire générale de la young european swiss (yes)



Le 6 décembre 1992 s'est écrite une page de l'histoire entre la Suisse et l'Union européenne. Avec le «non» à l'Espace économique européen (EEE), l'exercice d'équilibrisme du Conseil fédéral dans le domaine de la politique européenne a commencé. Entre-temps, une génération a grandi qui ne connaît cette date qu'au travers des livres d'histoire. Cette réalité va influencer toutes les futures votations de politique européenne. En effet, cette génération a, d'une part, grandi avec les acquis comme l'ouverture des frontières, les programmes d'échange et un réseau allant de soi au sein de l'Europe. D'autre part, ces «jeunes votants» ont également grandi dans un pays où le vocabulaire utilisé dans le dialogue sur l'Europe est marqué par le diktat de l'opposition.

Ces dernières années, aucun débat objectif et différencié n'a été lancé. Le monde politique a évité de parler de manière positive des acquis humanistes de l'Union européenne. Dans le processus politique, il suffit de réduire les enjeux aux aspects économiques pour ne pas mettre en danger nos relations avec l'UE lors des votations. Les contempteurs de l'UE vont cependant encore plus loin. Ils profitent de ses déboires pour s'en distancier et représenter la Suisse comme une nation de volonté («Willensnation») et comme le meilleur exemple de démocratie. Il est ainsi aisé de dénoncer l'UE comme l'origine des maux de la globalisation et d'accréditer l'idée que la Suisse, membre de l'UE, courrait à sa ruine. Presque aucune voix ne s'est élevée contre cette propagande abusive.

Des injures telles que «dictature de Bruxelles», «contrat colonial», «grande puissance européenne», «l'UE et son système totalitaire» font ainsi les choux gras des médias depuis des années sans que leur bien-fondé soit remis en question. Ces termes apparaissent toujours en lien avec ce qu'ils désignent comme les piliers fondamentaux de la Suisse, la neutralité et l'indépendance. Cette combinaison suggère deux états de choses : la Suisse est menacée – et par là même ses piliers fondamentaux – et elle doit donc être défendue.

Un débat européen dépourvu de cette phraséologie semble désormais impossible. Cela a notamment pour conséquence de provoquer une sorte de réduct national contre l'ennemi «Union européenne». Dans ce contexte, parler de dictature est non seulement manquer de respect envers tous ceux qui vivent sous une dictature, mais surtout une preuve irréfutable du refus de vouloir comprendre l'idée fondamentale et jusqu'à présent unique de l'«Union européenne». Car l'UE n'est pas l'ennemi, mais l'ami de la Suisse, sinon nous n'aurions pas établi des relations telles qu'elles existent aujourd'hui entre les deux partenaires.

Le déficit de démocratie de l'UE est pourtant avéré et cela s'illustre par les élections européennes. Cependant, pour comprendre les déficits de l'UE, nous

devons à nouveau utiliser des termes objectifs et empêcher une diabolisation de l'UE pacifique.

C'est particulièrement en Suisse qu'il y aurait des thèmes plus intéressants et constructifs dont nous pourrions débattre à propos de l'Union européenne. Des thèmes qui pourraient contribuer à une Europe plus démocratique. Nous savons que beaucoup d'Etats membres nous envient nos institutions démocratiques. Une Europe plus démocratique serait également un avantage pour la Suisse.



Ne pas considérer l'UE de manière différenciée témoigne d'un refus de préparer l'avenir de notre pays au sein de l'Europe. Nous devrions avoir le courage de démontrer que la démocratie directe ne peut être durable que si tout le monde participe au débat et que l'on parvient à des compromis

démocratiquement légitimés.

Les médias qui ne parlent que de «l'UE» et ne se donnent pas la peine de montrer quelles sont les institutions habilitées à prendre certaines décisions contribuent à une méconnaissance de l'UE en Suisse et rendent tout débat objectif impossible. Si nous ne réussissons pas à créer un tel débat, il deviendra de plus en plus difficile de trouver une majorité lors de votations en lien avec l'UE, et ce particulièrement chez les jeunes citoyens. ■



IMMIGRATION DE MASSE: GENÈVE REFUSE CLAIREMENT LE PRINCIPE DES CONTINGENTS

Par **Anne Carron**, présidente du Nomes Genève



Le 9 février 2014, l'initiative «Contre l'immigration de masse» visant au retour des contingents de travailleurs étrangers

était acceptée par 50,3% des votants, 14 cantons et un demi-canton. A Genève, comme dans toute la Romandie, l'initiative était rejetée. Le résultat du scrutin marqué par une forte participation indique 60,9% de refus. Pour mémoire, 58% des votants genevois avaient accepté en 2005 l'extension des accords bilatéraux. La progression enregistrée au soir du 9 février mérite donc d'être soulignée. Ce d'autant plus qu'il y a à peine 6 mois, les forces politiques, défavorables à l'ouverture de Genève sur sa région et adeptes ferventes du «cherry picking» en matière d'immigration, renforçaient leur représentation au parlement et entraient au gouvernement.

Au vu notamment des particularités de l'économie genevoise, l'application des dispositions votées par le peuple se révélera spécialement complexe. Terre d'accueil depuis longtemps, Genève a toujours su trouver une place pour les nouveaux arrivants et assurer une coexistence harmonieuse des différentes composantes de sa société. La présence d'organisations internationales et d'entreprises toujours plus nombreuses venues d'horizons divers a renforcé au fil du temps le caractère multiculturel de la société et enrichi le tissu économique genevois. Genève leur doit une grande partie de sa renommée, de son rayonnement et de sa prospérité.

D'après les chiffres communiqués par

le Conseil d'État, il aurait fallu obtenir, si l'initiative de l'UDC avait été en vigueur en 2013, 34'881 unités de contingent pour répondre aux besoins des entreprises. S'agissant des permis B, 20% du total délivré pour l'ensemble de la Suisse l'a été à Genève alors que le canton compte 5,5% seulement de la population du pays. La population ayant augmenté de 4'000 personnes en 2013, le nombre de 34'881 permis énoncé ci-dessus illustre à quel point les besoins des entreprises en termes de rotation de la main-d'œuvre sont grands. (Source : intervention de M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat, lors de la séance du Grand Conseil du 14 février 2014.)

La prise en compte, dans le calcul des contingents prévus par l'initiative, des permis frontaliers constitue un autre défi pour Genève. A la fin 2013, le canton comptabilisait 69'200 frontaliers étrangers actifs, soit un quart des effectifs employés en Suisse. 75% d'entre eux étaient employés dans le secteur tertiaire (commerce de détail, hébergement-restauration, commerce de gros), 24 % dans le secteur secondaire (construction principalement) et 1% dans le secteur primaire (agriculture). (Source : Office cantonal genevois de la statistique.)

Un calcul élémentaire suffit à démontrer que le nombre de 80'000 unités de contingent, considéré comme étant trop élevé par les auteurs de l'initiative, est encore bien en deçà des besoins s'il devait s'appliquer à l'ensemble du pays. Dans un tel contexte, le canton de Ge-

nève pourrait être confronté à des choix cornéliens susceptibles de le fragiliser et de remettre en question des acquis importants. Renoncer à accueillir des entreprises, ne pas pouvoir retenir celles qui sont là, empêcher des entreprises de service public qui ont déjà une politique de préférence cantonale de recourir à du personnel étranger faute de candidats suisses. Toutes ces éventualités, dont les répercussions en termes de pertes fiscales sont à ce stade difficilement estimables, pourraient être lourdes de conséquences s'agissant du fonctionnement de l'Etat et des prestations offertes à la population.



A cet égard, il convient de saluer les démarches entreprises rapidement par le gouvernement genevois et ses homologues concernés pour trouver des solutions respectant à la fois la volonté populaire et les besoins de l'économie. Tandis que nous, militants du Nomes, espérons vivement qu'une bonne loi découlera de cette mauvaise initiative. N'écartant pas l'option d'un référendum permettant de sortir de l'ornière des contingents avant que ceux-ci occasionnent trop de dégâts. ■



LA SECTION ARGOVIENNE EST À NOUVEAU ACTIVE

Par **Christian Kälin**, président du groupe régional Argovie

Le groupe régional du Nomes dans le canton d'Argovie fête son dixième anniversaire. Bien que le canton d'Argovie soit conservateur, celui-ci compte un petit groupe qui s'engage activement dans les relations avec ses voisins. Le canton d'Argovie est le quatrième plus grand de Suisse et a une large bande de frontière commune avec le land de Bade-Wurtemberg. Le Rhin reliant la Suisse et l'Allemagne, cela permet à notre canton d'exporter de nombreuses marchandises en Europe, provenant notamment de PME.

Nombreuses sont les personnes qui connaissent le canton d'Argovie de nom ou de par ses votes conservateurs. Le canton est une création de Napoléon. En 1798, Aarau a été le siège du Directoire de la République moderne helvétique. Le canton se compose de différentes régions et ne possède pas de centre. La région plutôt urbaine de Baden-Wettingen qui accueille les entreprises ABB et Alstom est complétée par de jolies petites villes comme Zofingue, Aarau, Brugg, Lenzbourg, Laufenburg, Rheinfelden ou Bad Zurzach. L'Argovie est appréciée, si l'on en croit la prévision de 100'000 personnes qui s'y installeront ces vingt prochaines années. Ce seront principalement des Zurichois et des familles qui ne pourront ou ne voudront plus payer les prix élevés en vigueur dans les banlieues des grands centres.

L'Argovie possède, outre la logistique (autoroute, CFF) et l'infrastructure (énergie nucléaire, électricité), de très beaux châteaux, de beaux espaces naturels dans le Jura, autour du Hallwilersee ou le long de l'Aar, du Rhin et de la Limmat. Le canton offre quelques «phares» culturels tels que le centre culturel KiFF ou le Stapferhaus de Lenzbourg. Nous avons des impôts relativement bas et un gouvernement composé de cinq personnes issues de cinq partis dont l'objectif est de faire des économies. Une solide collaboration avec les cantons de Soleure, Bâle-Ville et Bâle-Campagne dans les domaines de la formation a été mise sur pied à travers la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse.

Le résultat des futures votations se joue dans les agglomérations saturées du Plateau. C'est là que les peurs sont exploi-

tées par les grands partis. Dans les petites villes plus urbaines comme Baden ou Aarau, la présidence de la commune est devenue entre-temps rose-verte. Ceci était impensable il y a vingt ans lorsque le PLR et le PDC étaient encore les partis les plus influents.

En Argovie, la question européenne se trouve dans une impasse. Nous craignons une hausse de la TVA, de la bureaucratie, de ce qui a été appelé «stress lié à la densité», de juges étrangers et une diminution de participation.



(De g. à d.: Roland Ringgenberg, Christian Kälin, Christa Markwalder, Caroline Iberg, Lukas Schürch)

À Aarau, chef-lieu qui ne compte que 20'000 habitants, le parlement cantonal et le gouvernement s'engagent pour des projets politiques et des compromis. Cela conduit les représentants du village lointain de Muri (culturellement proche de la Suisse centrale), de Aarburg ou de Rothrist (siège de Franke et Rivella), de Leibstadt (haut-lieu du nucléaire dont le taux

d'imposition est très bas) et de Frick (région appréciée des Bâlois) à des débats animés. Ceux-ci se retrouvent toutefois le soir autour d'un apéro ou lors d'événements culturels pour parler et plaisanter.

L'Argovie est un exemple pour l'Europe. Dans les régions qui ont été réunies de manière artificielle, on apprend à se connaître, on a des préjugés, on débat et on cherche des compromis. Pour la plupart des Argoviens, Aarau constitue une ville lointaine et obsolète. Un peu comme Bruxelles pour les habitants de Palerme ou d'Uppsala.

Le Nomes se retrouve régulièrement au restaurant Sportplatz au stade Brügglifeld à Aarau ou lors d'événements au restaurant Einstein à Aarau. Toute personne intéressée est la bienvenue. Cet été, nous lancerons une plate-forme d'échange sur internet.

Nous souhaitons offrir un échange d'expériences, de connaissances et d'apprentissage. ■

Personne de contact : Roland Ringgenberg, Suhr
aarau@europa.ch



«LES VRAIES CLOCHES SE TROUVENT À BRUXELLES»

«Les bureaucrates à Bruxelles (...) font perdre tout crédit à l'UE. (...) Les jardiniers amateurs sont tenus d'utiliser exclusivement des semences certifiées! (...) Les plongeurs de dix mètres doivent obligatoirement être tournés vers le nord! (...) La bonne vieille ampoule électrique est interdite... mais elle fête son retour comme une «lampe spéciale» coûtant quatre fois plus cher! (...) Selon la directive RoHS2, toutes les orgues d'église doivent disparaître. Leurs tuyaux, en partie multi-séculaires, contiennent du plomb – il est temps de s'en débarrasser. Les vraies cloches (dans la version originale, allemande, du titre de cet article, le terme dialectal «Pfeifen» est synonyme du mot «tuyaux», NDLR) se trouvent à Bruxelles et sont à bout de ressources.»

Helmut-Maria Glogger dans sa rubrique «Glogger mailt», Blick am Abend, 17.02.201

L'administration de l'UE n'est pas un ramassis de crétins et de clowns

1. La diatribe de Glogger s'appuie quant au contenu sur un article profond paru le 18 mai 2013 (!) sur le site allemand «PRAVDA TV». Le message fondamental de «PRAVDA TV» (si j'ai bien compris leur phraséologie) consiste à insinuer que les habitants de la République fédérale d'Allemagne sont apatrides depuis 2010, le Bundestag (parlement fédéral) ayant abrogé le décret d'Adolf Hitler sur la nationalité de 1934. Quoi qu'il en soit: c'est incontestablement une source d'information politique éminemment sûre pour un journaliste suisse relatant l'actualité.
2. Contrairement à ce que «PRAVDA TV», Helmut Glogger et certains autres europhobes se plaisent à démontrer, l'administration de l'UE à Bruxelles n'est pas un ramassis de crétins et de clowns mais bien davantage une administration efficiente et moderne avec des sections d'information généreusement équipées à tous les niveaux. Un journaliste d'actualité, assis devant son ordinateur, peut télécharger en ligne, sans aucun effort de recherche particulier, toute information sur des affaires communautaires de première main. Il est cependant vrai que c'est encore un peu plus simple de s'en remettre à des sources aussi sérieuses que «PRAVDA TV».
3. Que des plongeurs dans des bains publics soient détournés du soleil (afin que les participants à des concours de plongeurs ne soient pas éblouis) est une recommandation sans obligation pour des exploitants de bains publics allemands; elle n'a absolument rien à voir avec l'UE. Par ailleurs, personne au sein de l'UE n'en veut aux orgues d'église. Elles n'ont nullement été remises à l'index, tout au contraire: dans la première version de la directive qui règle l'utilisation de substances dangereuses dans des appareils électriques et électroniques, elles figuraient expres-

sément sur une liste d'exceptions. Lors du remaniement de la directive, la liste n'a pas été mentionnée, raison pour laquelle des facteurs d'orgues allemands ont subodoré une insécurité juridique. Entre-temps, on s'est depuis longtemps mis d'accord pour exempter les orgues expressément de l'interdiction de plomb. Que des ampoules électriques, interdites pour l'usage domestique pour des raisons d'efficacité énergétique, mais jugées indispensables à certaines applications techniques et industrielles, dans une version renforcée et résistant aux chocs, proposées pour cette raison par le commerce spécialisé, n'est pourtant pas une contradiction avec l'interdiction de la version domestique. Or si quelqu'un, pour des raisons anti-UE, s'entête à vouloir absolument payer quatre fois plus pour l'ampoule de sa lampe de séjour, il est décidément lui-même un crétin ou un clown.

4. Le sujet semences, enfin, n'est à l'évidence pas une tare de la «sotte UE» mais au contraire un exemple typique de ce que peuvent réaliser des initiatives démocratiques dans l'UE. La proposition de la Commission européenne pour une concentration et une refonte de douze différents actes juridiques dans une nouvelle ordonnance sur les semences s'est en effet heurtée à une forte opposition de la part de milieux agricoles et écologiques. Dans plusieurs pays membres de l'UE, des pétitions ont recueilli des centaines de milliers de signatures. Dès lors, le Parlement européen, dans une première lecture, a repoussé le projet par une écrasante majorité de 650 voix contre 15. La plupart des observateurs pensent que l'ordonnance sera définitivement enterrée avant la fin de l'année. La nouvelle Commission, installée après les élections européennes, aura pour tâche de remanier le projet de fond en comble. (sp)





Le Nomes a besoin de vous!

Nos membres constituent notre atout le plus précieux. Ils nous assurent force, indépendance et visibilité. Grâce à eux, nous pouvons mener à bien nos actions de sensibilisation de l'opinion politique. Nous leur offrons également la possibilité de s'impliquer dans nos activités. Rejoignez-nous!

- Oui, je souhaite recevoir plus d'informations concernant le activités du Nomes

Coordonnées:

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Courriel _____

Nouveau mouvement
européen Suisse
Scheibenstrasse 29
CP 481
3000 Bern 22

ue.spots

L'UE et la Grande-Bretagne

Dans la Grande-Bretagne eurosceptique, les opposants à l'«immigration de masse» des pays de l'UE sont virulents. Certains Britanniques sont cependant restés sans voix lorsque le gouvernement, sur demande du parlement, a énoncé les chiffres: en 2010, 2,3 millions de personnes en provenance d'autres pays de l'UE vivaient en Grande-Bretagne. Ce sont toutefois presque autant que de Britanniques – soit 2,2 millions – qui se sont expatriés dans l'espace européen. L'Espagne seule compte déjà un million de Britanniques. (sp)

L'UE et la mafia

Un employé du ministère italien des affaires étrangères italien a révélé lors d'une conférence sur la sécurité à Bruxelles que le «budget» annuel à disposition du crime organisé en Italie pour des investissements dépasse, selon ses estimations, de 200 milliards le budget total de l'UE pour 2014 (140 milliards). Seuls 10% du «budget» de la mafia sont investis en Italie, alors que les 90% restants le sont ailleurs en Europe. «Ils ont partout de bons amis». (sp)

L'UE et les médias

Les chances de succès d'une «initiative européenne pour la diversité médiatique» ont augmenté de manière significative depuis que le grand syndicat allemand Verdi s'est positionné en sa faveur. Pour que l'initiative puisse aboutir, 1 million de signatures sont nécessaires, provenant d'au moins sept pays de l'UE. L'initiative a notamment pour objectif de remédier à la situation précaire de la Hongrie et de l'Italie (médias aux mains de Berlusconi). Elle exige de l'UE des mesures concrètes pour la protection de la diversité médiatique. (sp)



15

europa.ch

Editeur: Nouveau mouvement européen Suisse **Redaction:** Caroline Iberg, europa.ch, case postale 481, 3000 Berne 22, Tél. 031 302 35 36, info@europa.ch **Auteurs:** Jacques Ducry, Sebastian Speich (sp), Marc Wehrin, Gilbert Casasus, Mario Batkovic, Caroline Iberg (ci), Andrea Caroni, Martin Candinas, Aline Trede, Urs P. Gasche, Felix Brun, Elisabeth Haers, Anne Carron, Christian Kälin. **Traductions et relecture:** Max A. Ambühl, Felix Brun, Caroline Iberg, Olivier Marcoz, Lukas Schürch. **Concept:** Nicolas Peter. **Impression:** Stämpfli Publikationen AG, Berne. **Tirage:** 4500 all., 2000 fran. **Couverture:** Photo Bettina Brun. **Compte postal:** 30-9024-9. Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro d'europa.ch, merci de vous adresser au secrétariat à l'adresse: info@europa.ch



Modell 1600. Le classique réinterprété. Design: Création Girsberger 1961.

